

## COMMUNIQUÉ

### Face à la mobilisation massive des hospitaliers à Paris, comme dans toute la France, le ministère répond par le mépris !



La journée de grève et de manifestations du 8 novembre 2016, à l'appel des Fédérations Santé et Action Sociale de FO, de la CGT et de SUD, dans la poursuite de l'action commune de cinq mois pour l'abrogation de la Loi Travail, a été un franc succès.

Au travers des rassemblements, à Paris, comme dans toute la France, des dizaines de milliers d'hospitaliers, de toutes catégories, ainsi que les étudiants en instituts de formation d'infirmiers et d'aides-soignants, se sont mobilisés, par la grève. 1500 à Lyon, 600 à Angers (27 % de grévistes au CHS), 1500 à Nantes, 250 à Laval, Toulouse 5000, 450 à Clermont-Ferrand, 180 à Niort où la grève à été reconduite pour mercredi, 400 à Grenoble, 1 000 à Strasbourg, 200 à Carcassonne, 400 à Agen, Sète 200, Orléans 500, Lille 200, Tarbes 350, Auch 200, Au Puy 150, Besançon et Bourges 200, Nancy et Nice 300, Metz 250, 300 à Bordeaux, 500 à Montpellier, 1 000 à Marseille, 600 à Caen, des centaines à Montauban, Verdun, Avignon, Dieppe, Toulon, Rouen, Périgueux, Rennes, Poitiers, La Rochelle, Rodez, Mende, Than, Chauny, Mulhouse ....



Partout avec les syndicats FO, CGT, SUD, les hospitaliers ont repris les mots d'ordre : « *abrogation de la loi Touraine !* », « *Non aux GHT !* », « *Non à l'austérité !* », .....

Dans tous les départements, les hospitaliers sont exaspérés par les attaques contre l'hôpital, leurs conditions de travail et de prise en charge des soins des patients. Ils sont excédés par les réponses des ARS qui leurs disent que tout va bien ! « *Qu'il n'y a pas de suppression de postes* », que « *les moyens sont donnés aux hôpitaux, aux maisons de retraite, etc* »...



C'est la même chose à Paris, où plus de 3 000 manifestants de l'APHP, des hôpitaux de la région parisienne se sont rassemblés pendant plusieurs heures devant le ministère. Une délégation des Fédérations FO, CGT et SUD associant les représentants du secteur de la santé publique et privée, de l'action sociale, des organismes sociaux, des médecins, a été reçue pendant deux heures par la Directrice générale de l'Offre de Soins (DGOS).

Deux heures de dialogue de sourds, la DGOS considérant "*que les moyens ont été donnés à l'hôpital, soit 10 milliards depuis 5 ans* » (...) que nous n'avions rien compris aux GHT, il ne s'agirait pas « *d'outils de restructuration, mais de coordination* », etc...

Face aux revendications, la DGOS indique que la ministre devrait annoncer la semaine prochaine la constitution d'un groupe de travail sur la QVP (qualité de vie professionnelle). Une véritable provocation, ont déclaré à l'unisson les responsables des trois fédérations devant les manifestants et la presse.

#### **Les réponses de la ministre, comme celles de ses ARS sont inacceptables !**

Tous les hospitaliers disent unanimement : cela suffit ! S'ils ne nous entendent pas, alors il faudra tous ensemble monter à Paris pour exiger la satisfaction de nos revendications, comme l'ont déclaré les 420 participants à la Conférence Nationale FO des délégués contre les GHT, réunis le 26 octobre au siège de la Confédération FO.

C'est dans ce contexte, après le succès de cette journée de grève nationale qui marque une nouvelle étape dans la mobilisation, que les Fédérations FO, CGT et SUD se réuniront le 9 novembre à 18 H.

Elles examineront la situation et décideront des nouvelles initiatives communes pour répondre, par l'organisation du rapport de force, au mépris du gouvernement et de son ministère de la santé.



## Nous ne lâchons rien. Ensemble exigeons :

- L'abrogation des lois HPST et Touraine dans la santé.
- L'abandon de la territorialisation de l'offre de soins, via les GHT.
- Mettre un coup d'arrêt à la suppression programmée des 16 000 lits et 22 000 postes dans la Fonction Publique Hospitalière.
- L'arrêt des licenciements des contractuels dans la Fonction Publique Hospitalière et leur stagiairisation immédiate.
- Le maintien de tous les IFSI et IFAS.
- Le blocage des GHT, notamment en refusant de siéger dans les Conférences Territoriales de Dialogue Social.
- Mettre un coup d'arrêt aux budgets d'austérité qui prévoient de supprimer 3 milliards d'euros sur les hôpitaux et le secteur médico-social.
- L'augmentation des salaires et l'amélioration des déroulements de carrière bloqués par PPCR.

*Le secrétariat fédéral*

*Paris, le 8 Novembre 2016*

## FO#nonaux GHT



Fédération des Personnels  
des Services Publics et  
des Services de Santé  
Force Ouvrière

[www.fo-publics-sante.org](http://www.fo-publics-sante.org)  
[fo.sante-sociaux@fosps.com](mailto:fo.sante-sociaux@fosps.com)  
[fo.territoriaux@fosps.com](mailto:fo.territoriaux@fosps.com)

Tél. : 01 44 01 06 00

153 - 155 rue de Rome  
75017 PARIS